
Compte rendu de colloque

Evolution du marché international du travail. Impacts des exclusions paysannes.
AFD, GRET et CIRAD, 16 octobre 2012, Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE).

Partie 1 : Restitution des idées principales du colloque

Ouverture du colloque

J-P Delavoie, président du CESE.

Il faut repenser les difficultés économiques, sociales et environnementales actuelles non pas comme une crise mais bien plus comme une métamorphose. La mondialisation a fait exploser le nombre de travailleurs non qualifiés s'inscrivant sur les mêmes marchés, et **il est important de repenser le paradigme du travail en passant de la notion de performance (économique principalement, mais également sociale ou environnementales) à celle d'épanouissement.**

En réponse à ces réflexions, le CESE essaie d'introduire la notion de résilience dans ses travaux, notamment la question de la soutenabilité des peuples à accepter les chocs d'inégalités. Elle se traduit également dans le passage du rural à l'urbain, cause d'instabilité et d'accroissement des inégalités, qui remet en cause la résilience. Deux dynamiques principales : d'évasion de la réussite et de localisation de l'échec.

On constate fortement l'absence du champ de l'espérance collective dans ces dynamiques d'urbanisation et de reformulation des sociétés. Aujourd'hui, l'espérance, la peur et l'humiliation sont les 3 piliers de la société. Les pauvres, de part leur nombre et leurs revendications, redeviennent un facteur de dangerosité pour le système, car les inégalités sont sources d'humiliation, et face à l'humiliation, deux postures sont possibles : se détruire soi-même, ou détruire le système. La désertification rurale, qui rend aride les cœurs (sic !), est en train de déstabiliser le monde.

Jacques Moineville, directeur délégué de l'AFD

Le colloque a eu lieu peu de temps après la sortie du dernier rapport de la BM sur l'état du développement 2013. (<http://www.banquemondiale.org/fr/news/2012/10/01/jobs-cornerstone-development-says-world-development-report>). Il y est indiqué que la création d'emploi serait un pilier du développement de demain. L'AFD avoue le manque d'emphasis sur l'emploi dans les politiques de développement qu'elle promeut. Avec la diminution actuelle de la valeur du travail, avec les destructions d'emplois aux niveaux internationaux, il serait primordial de comprendre comment les politiques publiques impactent les emplois. Il existe trois grandes portes d'entrées d'analyse :

- Les mutations structurelles entre Nord et Sud en contexte de mondialisation, dont l'illustration la plus flagrante est un alignement des salaires à la baisse
- Les mouvements d'exodes ruraux et les phénomènes d'urbanisation
- Le travail comme instrument d'inclusion social.

Gérard Tendron, secrétaire permanent de l'Académie d'Agriculture de France

Selon M. Tendron, les agricultures du monde ont une responsabilité importante, celle de devoir rémunérer décemment 20% de la population mondiale. Pourtant, les paysanneries du monde sont en large paupérisation, et il existe un large mouvement d'exode rural, qui peut être apprécié de 2 manières différentes :

- Pour les restants, cet exode libère des opportunités
- Pour les partants, le mouvement crée de nouvelles opportunités ailleurs
- Mais si le mouvement ne s'accompagne pas d'un retour à l'emploi, les poches d'exclusion sont alors de moins en moins absorbables, et entraînent un ensemble de conséquences néfastes pour la stabilité des villes.

Henri Rouillé d'Orfeuil, membre de l'Académie d'Agriculture

Selon M. Rouillé d'Orfeuil, il existe une certaine dangerosité à l'évolution actuelle du travail. Cette question est traitée indépendamment entre chaque pays, alors que les interactions sont fortes. Force est de constater que **les statistiques internationales sur l'emploi sont inutilisables**. La définition employée elle-même pose problème. Selon le BIT, il manquerait 900 millions d'emplois dans le monde (si l'on considère 1,3 milliards de personnes en situation d'extrême pauvreté multiplié par le ratio de la population active). Le BIT a l'avantage de baser ses calculs sur des équivalents emplois, car il prend en compte les **emplois non formels**. La notion de chômeurs implique la présence de politiques publiques, avec prime, redistribution... Les statistiques de la BM sont bien plus sujettes à controverses : selon elles, il manquerait 200 millions d'emplois dans le monde. En considérant 3 milliards d'actifs dans le monde, il y aurait 1,6 milliard de salariés (considérés comme « vrais acteurs »), 1,5 milliard de travailleurs agricoles (familiaux ou individuels), et 2 milliards d'adultes en âge de travailler mais qui ne travaillent pas ou ne souhaitent pas travailler...

La croissance démographique actuelle autoriserait les perspectives suivantes : il faudrait créer d'ici 2050 plus de 1,3 milliards d'emploi pour absorber l'augmentation de 2 milliards de personnes, plus 600 millions concernant les besoins actuels. En comptant en plus les évolutions actuelles de destructions d'emplois liés à la libéralisation (agriculture, petit commerce, secteur publique, etc.), on estime un besoin à 3 milliards d'emplois.

Il faut donc impérativement travailler sur la création d'emploi, certes, mais également contre la destruction des emplois actuels. Les conséquences de la situation actuelle sont les suivantes : guerre entre relocalisation et localisation du travail, travail décent de moins en moins possible, nécessité de régulation des flux (naturelle ou politique ?), dont le plus important (alarmant ?) est celui de l'exclusion paysanne.


Première partie du colloque : Exclusions paysannes : éléments clés des déséquilibres majeurs sur le marché du travail.

Marie Christine Thirion, agronome à l'AFD : La pauvreté paysanne aujourd'hui

Mme Thirion a souhaité tout d'abord souligner la question de la décence du travail, avant de proposer quelques statistiques sur la pauvreté paysanne.

55% de la population des PVD vivent en milieu rural. Cette valeur est globalement en diminution, même si en Afrique subsaharienne, il existe en général plus de 70% de pauvres en milieu rural.

L'extrême pauvreté est atteinte en dessous du seuil de 1,25\$/jour/personne, il existe plus de 60% de personnes dans cette catégorie en Afrique Subsaharienne. Les populations rurales sont de plus en plus intégrées dans le marché. La production agricole doit être évaluée en fonction de l'autoconsommation des producteurs, de la commercialisation au prix de vente et de l'achat des aliments manquants au prix d'achat. Selon les études du FIDA et l'étude Ruralstruc,

- La diversification des revenus hors agricultures ne permet pas de sortir de la pauvreté :
diversification  revenu
- L'amélioration des revenus agricoles augmentent la productivité du travail.

Bruno Losche, CIRAD : les difficiles transitions au Sud à l'heure de la mondialisation

Ruralstruc est un programme de recherche conjoint entre la BM, la France et la FIDA, dont l'objectif était de mieux comprendre les recompositions des économies rurales (viabilité des transitions démo-économiques), en conjuguant analyses micro-économiques et démo-économiques.

Dans sa théorie évolutionniste, Rostow distingue différentes étapes de la croissance. Les gains apportés par l'industrialisation permettent un transfert des facteurs de production, un transfert des populations vers les villes, accompagnés par une augmentation des revenus et donc une accélération de la transition démographique. Cette croyance (cf. Rist) a été fondamentalement acceptée par tous.

Les différents groupes de pays acronymés (les BRICS, les PIGS, les NEXT II), appartiennent aux différentes vagues récentes de cette théorie de l'évolution. Mais force est de constater qu'ils prennent en compte seulement les aspects investissements et richesse financière, et absolument pas les données concernant le développement social, le bien-être, etc. Il existe donc, incontestablement, des limites dans ce modèle de croissance, en ce qu'il est impossible de rattraper ces écarts. Il n'est pas viable économiquement et surtout pas écologiquement. Il existe des tensions systémiques sur l'emploi que le modèle de croissance ne prend pas en compte, et cela révèle les contradictions intrinsèques de l'économie mondiale telle qu'elle est prônée actuellement.

Aujourd'hui, la croissance démographique mondiale permet de projeter la pauvreté future : en 2050, la planète comptera 1,4 milliards d'actifs en plus. Ces projections incitent à se questionner quand aux capacités d'absorption de ces croûts par les villes et les zones périurbaines. Le cas de l'AfSS mérite de s'y arrêter rapidement : la majorité des Etats africains sont jeunes, confrontés à la mondialisation alors qu'ils n'avaient pas plus de 20 ans d'âge (et pas de stabilité). La transition démographique y a été rapide et massive, l'urbanisation rapide n'a pas été accompagnée de la phase d'industrialisation et du déclin de l'économie agricole comme dans les pays du Nord. L'environnement concurrentiel et environnemental n'est pas le même. Ainsi, on prédit que les demandeurs d'emplois seront majoritairement ruraux jusqu'en 2035 (230 millions en zone rurale, 100 millions en zone urbaine), a contrario des autres régions du monde. Les capacités d'absorption de la main d'œuvre du secteur rural seront donc déterminantes de la morphologie future des pays d'AfSS.

Plusieurs pistes sont envisageables. **Compte tenu des insuffisances criantes des solutions de marché, compte tenu qu'un appui continu aux plus défavorisés s'avère nécessaire, la priorité consiste donc à promouvoir des politiques rencontrant l'intérêt du plus grand nombre et comportant une croissance inclusive et durable. Il faut pour cela miser sur les agricultures familiales, qui sont les seules à mêmes, si on les accompagne, de préserver les emplois et d'améliorer les conditions de vie du plus grand nombre. Il faut pour cela développer de nouveaux systèmes techniques écologiques et employeurs, préserver les agricultures vivrières (et donc dynamiser les marchés ruraux), et accompagner les dynamiques territoriales.**

Il faut comprendre le travail et l'emploi comme « activité rémunératrice en conditions d'existence/ de moyens/ de revenus », avec donc une vision beaucoup plus large que celle utilisée aujourd'hui par la BM, qui semble mettre le salariat au centre du modèle.

M. Mazoyer, AgroParisTech : Crises des agricultures paysannes et conséquences sur le marché du travail

On peut voir une corrélation entre écart de productivité et écart de prix de revient. Avec le libre-échange, le prix de revient des plus gros producteurs attirent les investisseurs. Le prix de revient des investissements lourds dans les pays en développement équivaut à la moitié du prix de revient des agricultures familiales. Le prix international se fixe sur ceux qui sont les plus productifs. On a donc en parallèle un appauvrissement important des agricultures familiales. La libéralisation a eu un rôle certain et important dans l'exode agricole constaté ces dernières années. Mais il n'est pas sur que l'industrialisation puisse rééquilibrer la balance, d'une part parce que l'expérience le prouve, et d'autre part la théorie également. Aujourd'hui, les prix des marchés internationaux sont gouvernés par les agricultures internationales délocalisées beaucoup plus que par les agricultures du Nord. Cette délocalisation est une véritable fabrique de crise financière : la migration créant un manque à gagner en épargne, une crise de l'emploi, une crise économique, donc une baisse des salaires et des prêts agricoles, etc. Grossièrement, une crise financière existe s'il existe une trop grande différence entre capacité d'épargne et pouvoir d'achat.

La question de la pauvreté paysanne doit être réglée, et traiter celle-ci revient donc à traiter la question de la crise financière. Il faut donc rétablir des politiques agricoles permettant aux paysans d'avoir des revenus certains et se réapproprier Keynes, d'autant plus que les analyses actuelles sur le secteur agricole le permettent. La notion d'accroissement de l'épargne investissable est

fondamentale : il faut permettre aux producteurs d'épargner (donc d'avoir des revenus suffisants), pour pouvoir réinvestir dans leurs activités et en assurer la continuité dans un contexte de forte compétitivité des agricultures mondiales.

Bertrand Hervieu, Inspecteur général agriculture au conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux

Il est possible de rebondir à partir des leçons de l'histoire européenne. Un postulat est généralement admis en Europe, concernant l'homogénéisation des agricultures due aux PAC et aux différentes réformes. Or c'est faux, il n'y a pas d'homogénéisation des systèmes de production flagrante. On est généralement incapable de différencier l'agriculture familiale, qui est pourtant extrêmement plurielle et dont la différenciation ne vient pas des propositions des politiques publiques. Cette pluralité implique forcément la mise en œuvre de politiques publiques « ad hoc » et non pas « prêtes à porter ». Le discours actuel sur la sécurité alimentaire mondiale est beaucoup trop simpliste du type « bouche à nourrir = protéine à produire ». Les phénomènes d'urbanisation, et en particulier, de littoralisation des populations ne doit pas faire oublier l'importance numérique des populations rurales. Toujours aujourd'hui, la surface agricole par actif est en nette diminution. Face à tous ces constats, l'exode rural comme variable d'ajustement et l'homogénéisation des agricultures pour en faciliter les appuis sont des paradigmes à oublier, qui révèlent le problème actuel des politiques : la difficile conceptualisation de la situation et des actions à mettre en œuvre. On est passé d'une vision évolutionniste simpliste (et erronée) à une vision de coexistence de situations opposées, conflictuelles, et qui s'aggravent mutuellement.

M. Hervieu considère 3 pôles agricoles :

- **Le pôle de l'agriculture familiale**, qui comprend :
 - o L'agriculture paysanne (diversité des productions, forte autoconsommation, communautés villageoises, majoritaire à la fin du XIXème siècle en Europe, marginalisée aujourd'hui)
 - o L'agriculture « pluriactive et territoriale » (multi-stratégique, autoconsommation et salariat, transformation : construction des revenus. En développement en Europe, et surtout aux Etats-Unis, « bobos » : vente directe et artisanat, phénomène de résistance à la crise du travail)
 - o L'agriculture « spécialisée/standardisée » (celle qui correspond à la PAC, l'agriculture du modèle européen, qui fait penser que l'agriculture est homogène et qui serait une aubaine pour faciliter une politique publique unique)
 - o L'agriculture sociétaire (elle est encore familiale car le capital foncier et physique de l'exploitation est confondu avec le capital familial. Elle est à l'origine de l'élargissement physique des exploitations agricole familiales)
- **Le pôle agriculture de firme**. Le capital foncier est aujourd'hui une valeur refuge des investisseurs. Au même titre que l'or, il y a eu une ruée des capitaux financiers volants de la City vers des capitaux fonciers considérés plus stables. Cette agriculture de firme comprend :
 - o L'agriculture financiarisée (Russie, Ukraine, Indonésie, Ouganda...)
 - o L'agriculture souverainiste (correspond à la prise de décision d'Etats de prendre possession de terres pour assurer la sécurisation alimentaire de leur population, considérant que la régulation mondiale des cours internationaux ne fonctionne pas et n'est pas sécurisante)
 - o L'agriculture par délégation (qui existe surtout en Europe Centrale : il y a capital familial, chef d'exploitation, etc. mais la gestion est délégué à une entreprise)
- **Le pôle agriculture de subsistance**
 - o Paupérisée et sédentaire (adossé au vivrier)
 - o Sans terre, prolétarisée (pas d'accès à la terre mais accès au travail)
 - o Précarisée, stagnante et migrante (qui représente une grande majorité des actifs agricoles aujourd'hui dans le monde. Elle prend en compte les néo-urbains sans capitaux. On y rencontre des phénomènes de désappropriation des cultures et des traditions)

Cette représentation des différentes agricultures va donc à l'encontre du postulat pré-cité d'homogénéisation des agricultures.

2^{ème} partie du colloque : Table Ronde

Griffon :

Il faut élaborer des scénarios avec 2 variables explicatives : le type d'échanges et le type de politique économique

- Echanges agricoles (EA) # Echanges industriels, de biens et services (EIBS)
- Libéralisation # auto-centrage

Scénario 1 : double libéralisation (EA et EIBS) → Agriculteurs très pauvres

Scénario 2 : double auto-centrage (EA et EIBS) → Résolution, par le contrôle social, de la démographie et de l'emploi

Scénario 3 : (le plus probable) libéralisation des EIBS et auto-centrage des EA → Agriculteurs pauvres mais capables de nourrir les villes.

Dans tous les cas, il est nécessaire de : produire plus, augmenter les rendements à l'hectare, respecter l'environnement, s'adapter aux changements climatiques, privilégier la main d'œuvre par rapport à la mécanisation, mais réduire la pénibilité du travail, prendre en compte le danger de la dépendance vis-à-vis du pétrole et de l'énergie.

L'équation de l'alimentation mondiale est posée depuis 15 ans. Aujourd'hui, l'unique solution est très (trop) couteuse en environnement. **Les pistes des nouvelles technologies productives sont les suivantes : jouer sur chaque compartiment scientifique des systèmes environnementaux. Cela nécessite de se référer à l'agro-écologie, et d'utiliser les leviers « effets climatiques des agro-systèmes », autrement dit d'amplifier les mécanismes naturels. Il y a donc des différences notoires entre agricultures biologiques écologiques et agricultures basées sur l'amplification des effets agro-climatiques. Mais il n'existe pas de solution miracle, il faut faire fonctionner la nature plus rapidement. Cela se fait peu à peu depuis 15 ans en Europe, tout l'enjeu aujourd'hui pour la recherche est de savoir articuler ces savoirs avec des agricultures pauvres innovantes.**

Hubert Cochet

Postulat : Le développement agricole doit être moins consommateur d'énergie fossile et plus écolo-friendly. Il existe plusieurs conditions à réunir pour que ce soit possible :

- **Sortir du paradigme de substitution capital/travail. Cette substitution a certes permis un gain de productivité, mais d'énormes hémmorragies d'emplois également. Il faut trouver un moyen de joindre le capital et le travail, et les pistes agro-écologiques peuvent le permettre**
- **Les paysanneries pauvres ont une incroyable capacité d'innovation, qui est d'ailleurs souvent plus forte en situation de stress. Il faut savoir accompagner ce potentiel d'innovation.**
- **La démocratisation de l'accès aux ressources et aux moyens de production est un enjeu majeur. Ce manque d'accès bloque aujourd'hui toute perspective d'augmentation des productivités. On comprend par ces moyens de productions (qui ne sont pas forcément issus des nouvelles technologies) :**
 - **Les semences (particulièrement en temps de soudure)**
 - **Les engrais (pour démocratiser cet accès, il faut réduire les utilisations au Nord et les redistribuer au Sud)**
 - **La tractation/mécanisation, pas pour remplacer le travail mais pour en alléger la pénibilité et augmenter les rendements et productivités**
- **Il faut prendre garde à ne pas nuire aux paysanneries. Beaucoup d'actions de développement souvent top-down (comme les paquets techniques) se sont révélées être des bâtons dans les roues de l'innovation endogène, et finalement des freins à la production.**

Mais toutes ces conditions ne sauraient avoir d'effets s'il n'existe pas de protection des prix et de revalorisation du travail des agriculteurs. Cette question de la revalorisation du travail agricole est inquiétante tant en France que dans les pays du Sud.

D'autre part, il faut faire attention à ne pas confondre capital productif et investissements. Les investissements sont bien plus souvent à objectif financier et n'ont pas pour but d'augmenter le capital productif dont les paysans ont besoin. Pour conclure, il faut que le processus productif (dont le partage de la Valeur ajoutée) fasse la part belle au travail et non pas au capital.

Mamadou Cissokho : Président du ROPPA

L'agriculture de subsistance, au sens strict du terme, n'existe pas. Il y a toujours besoin d'échanger, il est impossible de se nourrir entièrement de manière autonome. Les agricultures aujourd'hui en Afrique Subsaharienne ont besoin de services techniques performants, or tout le problème est bien la difficulté d'accompagner les innovations agricoles. Les plans d'ajustement structurel ont épurés les services techniques publics, et maintenant, les cadres compétents sont sur les projets internationaux ou consultants, dans tous les cas occupés ailleurs. Le principal problème vient donc bien d'une insuffisance de taille des pouvoirs publics, ainsi que, plus dur à entendre pour beaucoup, de l'incompétence politique des dirigeants. Selon certains, la production mondiale actuelle serait suffisante pour nourrir le monde, puisque 20 à 30 % des productions seraient gaspillées au Nord, et 20-30% seraient perdues au Sud.

L'agriculture familiale aujourd'hui présente 3 défis :

- Payer correctement le travail du producteur,
- Assurer une accessibilité aux consommateurs urbains pauvres
- Assurer une durabilité dans l'approvisionnement, produire dans la durée.

Il s'agit donc de définir différentes choses : quels investissements, quels systèmes de production, quels marchés, au profit de qui ? La promotion des agricultures des pays en Afrique Subsaharienne semble aujourd'hui être l'une des plus grosses marges de manœuvre pour le développement et la participation à la globalisation. Il semble que la transformation des exploitations en PME/PMI puisse permettre de sécuriser les emplois.

Les principales recommandations évoluent autour des points suivants :

- **Respect des paysans et revalorisation de la profession**
- **Souci du phénomène d'autoconsommation**
- **Respect des choix et prise en compte des capacités évolutives de choix.**

Jocelyne Hacquemard, FNAF-CGT

Lorsque l'on parle du marché du travail, on parle donc du marché de la force de travail. Or, il est dommage de constater qu'au colloque d'aujourd'hui, les employeurs de la force de travail ne sont pas représentés. Pourtant, les entreprises tirent largement partie du différentiel des coûts du travail. Ils les créent également. Il y a un problème important de répartition des richesses, et les revendications concrètes des travailleurs, à juste titre concerne :

- Des salaires répondant aux besoins
- Une protection sociale
- Des conditions de travail décentes

La mondialisation, ses risques et ses effets ont très bien montrés que ces revendications sont loin d'être prises en compte par les employeurs. Le phénomène d'accaparement des terres joue également un rôle important dans la perte d'indépendance politique des peuples.

Après les émeutes de la faim, un leitmotiv était partout reconnu : les investissements privés doivent permettre de relancer les productions. Ils doivent permettre donc un retour sur investissement, et ce sont des mécanismes sur lesquels il n'existe pas beaucoup de contrôle, et qui n'ont généralement pas pour objectif l'intérêt général. Il est pourtant important de garder un cadre national, et **la gouvernance mondiale ne pourra fonctionner sans avoir de politiques publiques fonctionnelles, qui aujourd'hui toujours, ne sont viables qu'au niveau national.**

Compte rendu de colloque

Evolution du marché international du travail. Impacts des exclusions paysannes.
AFD, GRET et CIRAD, 16 octobre 2012, Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE).

Partie 2 : Critiques et commentaires : Un aveu d'impuissance ?

Réflexion préalable : le travail comme porte d'entrée d'une analyse de la situation mondiale des paysanneries (facteur déterminant/discriminant ?)

Un colloque sans controverses

Points d'accord (casi-unanime) des intervenants (**en gras les reprises casi-littérales**, en non gras nos interprétations):

- **Les chiffres de la BM et sa manière d'interpréter les besoins en travail ne sont pas pertinents.** Encore une fois, celle-ci se trompe de cible et sa méthodologie (y compris ses définitions de base) trahi bien un positionnement politico-économique libéral et Rostowien, qui ne permettent pas de trouver des solutions fiables, durables et humainement soutenables aux problèmes démo-économiques mondiaux.
- **Les perspectives démographiques mondiales, et notamment de redistribution urbain/rural sont alarmantes**, que ce soit pour la morphologie des espaces, pour la paupérisation des populations migrantes (et hôtes), et pour les capacités d'alimentation (car les petits producteurs ont réussi à nourrir les villes jusqu'à maintenant, mais surtout car la migration entraîne la paupérisation et la perte de moyens d'autosubsistance).
- **Les agricultures du monde sont encore très méconnues et peu écoutées.** Les observateurs/commentateurs/instances décisives ont trop tendance à **voir dans les paysanneries des paquets homogènes** (un au Nord et un au Sud) **dont les capacités d'innovation et d'adaptation sont limitées.** Ces agricultures sont souvent mal perçues et une dynamique de **revalorisation du travail agricole** (au Nord comme au Sud) est nécessaire et urgent pour permettre de renverser la tendance de l'exclusion paysanne : dans les esprits des agriculteurs et non-agriculteurs, dans les politiques publiques, dans les systèmes d'aide...
- **Les exclusions paysannes ne pourront être résolues en suivant un unique modèle de développement basé sur le calque du développement des pays du Nord.** Plusieurs facteurs majeurs contraignant : la **crise économique et financière mondiale** (on ne peut plus envisager de croissance économique forte, la croissance n'est plus la variable magique), une **tension écologique majeure** (planète en danger si tous les pays pauvres suivent les modèles productivistes ultra-consommateurs)

Même si les discours tenus par les intervenants étaient certes plus fins et plus documentés que ces rapides résumés, il nous a semblé que les discours étaient convenus, tous « anti-systèmes » (puisqu'ils récrivent tous les modèles et les dynamiques majeures en œuvre aujourd'hui), mais en aucun cas radicaux et franchement novateurs, ni porteurs de changement pragmatique.

Constat sur les préconisations

Plusieurs échelles de préconisations ont été révélées (quand les intervenants ont pu formuler des préconisations concrètes, ce qui n'a pas toujours été le cas) :

- **Le projet de société mondiale est à revoir.** Changer de paradigmes (de la performance à l'épanouissement) ; du tout économique au bien-être ou aux respects des choix.
 - Besoin important de régulation et d'aide ciblée aux plus défavorisés
 - Rétablir des politiques agricoles permettant aux paysans d'avoir des revenus certains, se réapproprier Keynes
 - Mise en œuvre de politiques publiques « ad hoc » et non pas « prêtes à porter »

- Sortir du paradigme de substitution capital/travail : le processus productif (dont partage de la VA) doit faire la part belle au travail et non au capital
- Protection des prix

Il était intéressant ici de remarquer que les intervenants les plus « politiquement corrects » (intervenants d'ouverture, représentants des institutions) soulignaient la nécessité d'un changement global de paradigme, au niveau sociétal et personnel (bien-être, épanouissement, etc). Tandis que les intervenants moins politiques (Losche, Mazoyer, Griffon, Cochet) pouvaient émettre les recommandations les plus « pratiques » et au final, politiques mais pas tellement novatrices (régulation, politiques publiques, et toujours au niveau national car ce n'est encore qu'à ce niveau qu'elles sont viables).

- **Les agricultures familiales sont les seules à mêmes de préserver les emplois et d'améliorer les conditions de vie du plus grand nombre.** Il faut donc travailler à leur créer des emplois décents : transformation des exploitations en PME/PMI
 - Améliorer les revenus des agriculteurs (nécessaire à leur survie et à l'amélioration de la productivité mondiale) et leur permettre d'épargner et de réinvestir
 - Dynamiser les marchés ruraux
 - Accompagner les dynamiques territoriales
 - Démocratiser l'accès aux ressources et aux moyens de production

Rien de neuf sous le soleil, ces préconisations sont effectivement l'objet des interventions de développement en milieu rural généralement... (Projets de développement des filières, PDL, AGR...). Cette emphase sur les agricultures familiales est liée, il me semble, avec les débats qui ont eu lieu autour et après le sommet de Rome de 2008 (FAO sur la sécurité alimentaire mondiale), et qui ont vu la promotion massive des investissements de grande ampleur dans l'agriculture, pour une industrialisation à marche forcée de l'agriculture du Sud¹. Ce qui impliquait (de manière indirecte mais inévitable) la paupérisation encore plus accrue des agriculteurs familiaux. La promotion des agricultures familiales est donc nécessaire selon plusieurs points de vue : la sécurisation alimentaire [des principaux concernés (les familles elles-mêmes par l'autoconsommation), mais également des citadins par les filières courtes], l'emploi et la rémunération, etc.

- **Faire fonctionner la nature plus rapidement de manière non destructrice.** Il est indispensable, pour des raisons macro-démographiques et économiques, de contrer le risque d'insécurité alimentaire prononcé par une augmentation des productions, donc des rendements, tout en respectant l'environnement et en s'adaptant aux changements climatiques.
 - utiliser les leviers « effets climatiques des agro-systèmes » (autrement dit amplifier les mécanismes naturels) : → agro-écologie
 - savoir articuler ces savoirs avec des agricultures pauvres innovantes
 - privilégier la main d'œuvre par rapport à la mécanisation, mais réduire la pénibilité du travail,
 - prendre en compte le danger de la dépendance énergétique

Ces dernières recommandations représentent la réponse « productionniste » aux problèmes de récurrences des crises alimentaires et aux projections démographiques alarmistes (« 9 milliards d'êtres humains à nourrir »). Sans remettre en cause les fondements de ces projections, ils sont considérablement politico-situés et agronomo-orientés : il faut produire plus pour nourrir plus, et cela permet plusieurs choses : i) répondre facilement à un problème complexe, quitte à passer à côté des réels enjeux ; ii) permettre à certaines institutions en mal de légitimité de renforcer leur raison d'être (cf. Bricas), iii) relancer les débats (et l'ensemble des sphères y attenantes : recherche, industrie, lobbying) sur les questions environnementales...

¹ Bricas 2008, « De la hausse des prix au retour du « productionnisme » agricole », Hérodote, Paris.